

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



DECLARATION DE L'HONORABLE
ALLAN J. MacEACHEN,
VICE-PREMIER MINISTRE ET
SECRETAIRE D'ÉTAT AUX
AFFAIRES EXTERIEURES, A
L'OCCASION DE LA SEMAINE
DU DESARMEMENT, DU
24 AU 30 OCTOBRE 1983

LE 20 OCTOBRE 1983

Lorsque la semaine du désarmement des Nations Unies a été proclamée en 1978, les objectifs visés étaient de faire prendre plus pleinement conscience au public des dangers de la course aux armements, de mobiliser l'opinion publique et de créer un climat permettant aux négociations sur le désarmement de progresser. Les deux premiers ont été atteints dans une large mesure. En effet, si le public est aujourd'hui davantage conscient de la course effrénée aux armements et est même vivement préoccupé par cette situation, il comprend également mieux la complexité des questions liées au contrôle des armements et au désarmement. Il a indiscutablement pris position à l'égard de cette question très grave. Par le biais du Fonds pour des projets en matière de désarmement du ministère des Affaires extérieures, le gouvernement a versé, cette année, plus du tiers d'un million de dollars, et ces crédits ont permis d'organiser tout un éventail d'activités d'information publique et de recherche et de subventionner des établissements d'enseignement au Canada; ce montant sera haussé lors du prochain exercice. L'un des principaux bénéficiaires de cette aide est l'Université de Guelph où se déroulera, du 27 au 30 octobre, une conférence internationale intitulée "Stratégies pour la paix et la sécurité à l'ère du nucléaire".

Comme les tensions de plus en plus grandes entre les deux superpuissances en témoignent, il reste toutefois encore beaucoup à faire avant de réaliser le troisième - et, peut-être, le plus important - objectif de la semaine du désarmement. Pour créer une atmosphère propice au désarmement, il faut que la confiance règne. Mais il ne peut y avoir de confiance sans compréhension, ni de compréhension sans dialogue. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui c'est d'un dialogue posé; et c'est ce qu'est supposée favoriser la semaine du désarmement. Cette observation s'applique non seulement aux deux superpuissances, mais aussi à quiconque souhaite contribuer à créer un meilleur climat et à faire avancer les négociations. Il faut également que les deux parties fassent preuve d'une souplesse constructive pour qu'aboutissent les importants pourparlers sur les forces nucléaires de portée intermédiaire (INF).

Lors du sommet de Williamsburg, nos dirigeants se sont engagés à "consacrer toute [leur] volonté à réduire la menace de guerre". Pour sa part, le Canada est prêt à respecter cet engagement et à redoubler d'efforts pour atteindre cet objectif. Il joue déjà un rôle majeur et actif dans le cadre de diverses négociations sur le contrôle des armements et le désarmement, notamment les négociations sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces qui se déroulent à Vienne, ainsi qu'au sein du Comité du désarmement à Genève et de l'Assemblée générale à New York. Des progrès ont été accomplis dans certains domaines, notamment celui des armes chimiques. Grâce aux efforts du Canada à ce chapitre, on a adopté par consensus, à Genève, cet été - pour la première fois - un document complet renfermant les grandes lignes d'une convention sur les armes chimiques. Le Canada se propose également de participer activement à la Conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe, qui doit s'ouvrir bientôt à Stockholm, et au cours de laquelle il sera question des mesures concrètes visant à réduire le risque d'un affrontement militaire en Europe, ou d'un conflit dû à une erreur de calcul.

Le temps est venu pour chacun de nous de décider de ce que nous pouvons faire pour créer une atmosphère propice au désarmement. L'un des moyens à la disposition du Canada consiste à chercher à restaurer la confiance et à garantir aux parties les promesses faites lors des négociations seront respectées, c'est-à-dire s'assurer que l'on puisse vérifier si elles ont été appliquées en tous points. À cet égard, je suis heureux d'annoncer la mise sur pied d'un programme de vérification en matière de contrôle des armements et de désarmement, dont le ministère des Affaires extérieures sera responsable. Cette décision fait suite à l'annonce faite par le Premier ministre Trudeau dans l'allocution qu'il a prononcée lors de la Deuxième session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement. M. Trudeau a alors indiqué que le Canada allait augmenter considérablement les activités de recherche en matière de vérification et s'efforcer d'utiliser au mieux les compétences existant à l'intérieur comme à l'extérieur du gouvernement.

Un montant initial de \$500 000 a été affecté à ce programme. Il passera à un million de dollars en avril prochain. Par ailleurs, la Direction du contrôle des armements et du désarmement du ministère des Affaires extérieures verra son effectif renforcé, de manière à lui permettre de perfectionner la capacité de recherche en matière de vérification du Ministère et d'appliquer le nouveau programme.

Le rôle élargi du Canada en matière de vérification s'appuiera sur l'attention considérablement accrue dont la vérification a fait l'objet au cours des trois dernières années, plus particulièrement la promotion des activités de recherche et de développement dans le secteur privé, y compris les universités et les entreprises. Le programme de vérification mettra surtout l'accent sur des aspects techniques. Le Canada compte des spécialistes dans les domaines de la sismologie, de la télédétection, de la toxicologie, des satellites de télécommunication, ainsi que de la détection et de la destruction des armes chimiques et de la protection contre de telles armes. Nous avons l'intention de mettre davantage à contribution ces compétences à titre d'apport spécial du Canada à la négociation d'accords sur les armes nucléaires, chimiques et conventionnelles.

Le programme soulignera certaines priorités du Canada en matière de contrôle des armements et de désarmement. Les projets suivants sont envisagés: (i) des études pouvant être appliquées aux problèmes qui freinent les négociations internationales; (ii) des programmes de formation technique spécialisée; (iii) des symposiums internationaux d'experts dans des domaines spécifiques; (iv) la liaison avec des organismes nationaux et internationaux, à l'extérieur du Canada, intéressés par des questions ayant trait à la vérification; et (v) l'information du public sur des questions liées à la vérification.

En partageant les résultats de notre travail avec la communauté internationale, nous espérons contribuer à modérer les préoccupations politiques et de sécurité, et à venir à bout du manque de confiance qui empêche les nations de dialoguer.